

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

27 dossiers de candidature
retirés à Mila

26 formations politiques et 01 liste indépendante ont retiré, à ce jour, les dossiers de candidature en prévision des prochaines élections législatives du 04 mai prochain, a-t-on appris auprès du directeur de la réglementation (DRAG) de Mila.

Parmi les partis, candidats à la candidature, 17 sont concernés par la collecte des 2500 signatures d'électeurs exigés par la réglementation en vigueur afin de valider leurs dossiers, c'est dire que la tâche ne sera pas aisée pour la plupart d'entre-eux, pour être au départ de la course le jour J.

A quelques encablures du dernier délai de dépôt de dossiers de candidatures, prévu le 05 mars prochain, la bataille est à son paroxysme parmi tous ces prétendants, qui pour décrocher une place confortable dans la liste finale, au sein des partis non concernés par les signatures, ou alors cravacher dur pour atteindre le nombre de signatures exigées ! Selon les rumeurs qui circulent localement, des noms sont cités tels que celui de Boudjemaâ Torchi dit Ahmed, qui est à sa 2^e mandature au sein de l'APN et récemment nommé coordinateur de wilaya du RND, pour

mener la liste dudit parti. Ou bien celui du docteur Khaled Saïd, responsable de l'Union Médicale Algérienne (UMA) à Mila, pour diriger la liste du parti de l'autre docteur et président de l'Union Médicale Algérienne, en l'occurrence, Djamel Ould Abbès, Secrétaire Général du FLN. On peut citer, également, Ahmed Hiour une personnalité

locale et deux fois directeur de campagne du candidat aux élections présidentielles de 2004 et 2009, Abdelaziz Bouteflika, pour mener cette fois-ci, la liste du parti de Ammar Ghoul, TAJ en l'occurrence.

Beaucoup de surprises sont attendues pour ce rendez-vous électoral du 04 mai prochain, mais d'abord, il faut passer le cap du 05 mars et la validation du fameux sésame de passage à la candidature !

A. M'haimoud



Photos : DR

M'SILA

Le CNAPEST se solidarise avec l'UNPEF

Suite aux actes de violence qu'ils ont subis par les enseignants affiliés au Syndicat autonome de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation Unpef de M'sila lors d'un sit-in organisé devant le siège de la Wilaya la semaine passée, le Conseil national des professeurs du secondaire et technique élargi (Cnapeste) ont appelé à la mobilisation de tous les enseignants des lycées en

vue de suspendre les cours durant la journée d'hier en signe de protestation contre l'état déplorable du secteur dans la wilaya et par solidarité avec leurs collègues de l'Unpef ayant été victimes d'actes d'humiliation, d'agression et atteintes aux libertés syndicales chose qu'on ne peut accepter à l'encontre de nos éducateurs, selon le communiqué signé par le coordinateur de wilaya M. R.H. Le bureau du

conseil de wilaya réuni dans la journée du mardi implore le wali de M'sila d'ouvrir les portes du dialogue avec tous les syndicats du secteur considérés comme des partenaires sociaux.

Ce communiqué appelle les autorités à intervenir pour régler les dossiers entassés au niveau des services de l'académie des enseignants voulant partir à la retraite ; comme on réclame la suspension de l'opération de l'ex-

clusion aléatoire et la poursuite judiciaire du personnel de l'éducation retraité occupant des logements d'astreinte et puis n'ont pas un un toit. Le bureau de wilaya du Cnapeste lance un appel à tous les adhérents parmi les enseignants de se présenter massivement au mouvement de protestation organisé par le bureau national le 25 février prochain dans la ville de Tizi-Ouzou.

A. Laïdi

TLEMCEM

Des malades chroniques
privés de soins

Des responsables d'associations de malades chroniques tirent la sonnette d'alarme sur le cas de milliers de malades chroniques, qui ne peuvent plus avoir accès aux soins et ils ne peuvent plus retirer leurs médicaments faute de carte Chifa. Cette situation concerne en premier lieu les malades inscrits auprès de la DAS, selon les cas de handicap ou de maladie chronique. Selon le directeur de la DAS ; ils sont au nombre de 27 000 qui bénéficient de l'allocation du fond de solidarité et de 8 000 autres, bénéficiant de plein régime (100%) au niveau de la wilaya de Tlemcen. La DAS a entrepris une opération d'assainissement au niveau de son fichier, car beaucoup de malades chroniques exercent une activité et certains ont un revenu non négligeable et peuvent à la limite s'autodéclarer (rentes et retraites versées par des organismes étrangers).

Cependant, le directeur de la DAS confirme que pour l'année 2017, il y a un léger retard. Il semble que ladite subvention de solidarité qui permet aux DAS de verser à la Cnas le montant de la cotisation n'a pas encore été débloquée, au niveau central les pouvoirs publics ont saisi la tutelle pour régulariser cette situation.

Pour mettre un terme à ces abus qui sanctionnent les plus démunis, la Direction des affaires sociales a saisi Algérie Poste (CCP) pour identifier les bénéficiaires des rentes ou autres revenus, non déclarés à la DAS.

M. Zenasni

ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Lancement de la lecture automatisée des
compteurs dans plusieurs wilayas du Centre

La Société de distribution de l'électricité et du gaz du Centre (SDC) a déployé dans des agences de Blida, Tipasa, Boumerdès et Djelfa, un nouveau système automatisé de lecture des compteurs d'électricité et de gaz, ce qui facilite la facturation des consommations, a-t-elle indiqué hier dans un communiqué.

Au total, 12 agences commerciales ont bénéficié de ce système, baptisé «Terminal de saisie portables (TSP)», qui «relève à pied automatisé des compteurs d'électricité et de gaz (basse tension/basse pression) permettant ainsi de fiabiliser la relève des index des compteurs et d'éliminer les



risques d'erreurs de lectures et de saisie des index», explique le communiqué.

Il s'agit d'un appareil portable, avec un logiciel embarqué, permettant l'identification des comp-

teurs, par le biais d'une étiquette (Tag) installée sur les compteurs d'électricité et de gaz, ainsi que la lecture des index utilisés pour la facturation.

A cet effet, plus de deux (02) millions de Tags

ont été posés dont près de 1,8 million programmés et prêts à l'emploi, selon la même source.

Ce système a été déployé dans les 12 agences commerciales de la SDC après la réussite d'une opération pilote au niveau de l'agence commerciale de Mouzaïa (Blida). Cette agence a commencé l'utilisation de ce système de relève pour facturation en mars 2015. Depuis cette date, 35.000 compteurs ont été facturés sur la base d'index relevés par TSP.

La SDC ambitionne de généraliser l'utilisation du système sur l'ensemble de ses agences commerciales à partir de juin 2017.

(APS)